

AVANTI

Advancing Knowledge
for Agricultural Impact



Rapport de synthèse de l'AG-Scan au Vietnam:

Enseignements tirés et
domaines clés identifiés



Octobre 2020



Investir dans les populations rurales



HELVETAS
Swiss Intercooperation



Contexte

Avancer la connaissance pour un impact agricole (AVANTI), une initiative financée par le Fonds international de développement agricole (FIDA), a développé et soutient la mise en œuvre de l'outil d'autoévaluation Agricultural Scan (AG-Scan). L'AG-Scan est un processus facilité pour réaliser une réflexion approfondie sur les capacités des secteurs de l'agriculture et du développement rural en matière de gestion axée sur les résultats (GAR) de pays spécifiques ; et leur capacité à mesurer les réalisations par rapport aux objectifs de développement durable (ODD). Cela fournit à son tour des informations pour développer un plan d'action visant à améliorer les capacités des gouvernements à mesurer les réalisations par rapport aux ODD.



Atelier AG-Scan (24-25 Sept. 2019)

30 Participants
24 H, 6 F



11

Institutions gouvernementales : Départements de la planification, de l'élevage, de la pêche, des coopératives et du développement rural, coopération internationale; Administration des pêches et des forêts; Direction des ressources en eau; Autorité de gestion des catastrophes; Centre d'information et de statistiques

3

Institutions de soutien: FIDA, Académie des sciences forestières, Académie des sciences agricoles

Résultats de l'autoévaluation AG-Scan

L'AG-Scan au Vietnam a eu lieu en septembre 2019. Le processus a été conçu et mis en œuvre de manière participative et a exploré cinq grandes dimensions : le leadership, le suivi et l'évaluation, la responsabilité et les partenaires, la planification et la budgétisation, et les statistiques. Chaque domaine est noté sur une échelle de 1 à 4 (1 - connaissance du problème ; 2 - exploration du problème ; 3 - transition vers la mise en œuvre complète ; 4 - mise en œuvre complète).

Leadership



Le leadership a été jugé assez positivement par les participants, avec une moyenne de 3 sur 4, ce qui correspond à une période de transition entre l'exploration du développement ultérieur de la dimension du leadership et la réalisation de la mise en œuvre complète. Les participants ont eu le sentiment que les dirigeants ont « parlé » de la GAR et se sont engagés dans une consultation politique, bien que les discussions aient davantage porté sur la consultation au sein des ministères et entre eux plutôt que d'être orientées vers un public plus large. Les **principales lacunes** concernaient le fait que les capacités de GAR ne s'étendaient pas à toutes les catégories de direction des ministères, ce qui

nécessitait un renforcement des capacités des gestionnaires en matière de GAR. Les procédures de retour d'information dans le cadre du processus d'élaboration des politiques ont également été perçues comme quelque peu faibles et doivent être renforcées.

Le suivi et l'évaluation



Dans l'ensemble, l'autoévaluation a classé le suivi et l'évaluation à 2,5, ce qui se situe entre le niveau d'exploration et la transition vers une mise en œuvre complète. Les

participants ont estimé que le cadre général pour une évaluation et un suivi efficaces était largement en place, ainsi que les mécanismes de collecte et de gestion des données.

Parmi les **principales lacunes**, citons l'insuffisance des ressources financières du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MADR) pour les enquêtes pertinentes. La capacité du personnel du MADR et l'utilisation des données pour mesurer les performances ne sont toujours pas en place. Les outils/méthodes et les compétences en matière d'analyse des données sont également relativement faibles et doivent être renforcés.



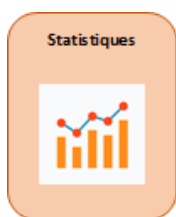
La responsabilité a reçu une note globale de 3 environ, soit le stade de la transition. L'auto-évaluation a montré que les fonctionnaires sont responsables de leurs actions (bien que l'accent

soit mis sur la responsabilité ascendante du personnel vis-à-vis de leurs supérieurs), et l'État assure un certain renforcement des capacités des institutions non gouvernementales pour soutenir la responsabilité. Bien que les acteurs étatiques aient une certaine capacité de gestion des résultats et que le public ait accès aux résultats dans une certaine mesure, ce sont là certains des domaines identifiés comme devant être développés. Il y a eu un **manque perçu** dans le partage de l'information et l'accès du public à l'information.



La planification et la budgétisation ont reçu une note moyenne de 2,75, soit un peu moins que le niveau de transition. En général, l'allocation du budget reflète les priorités et les plans de

développement nationaux, mais **il existe des lacunes** dans la connaissance de la théorie du changement. Pour la plupart des membres du personnel du MADR, la planification et la budgétisation ont été plus fortement orientées vers l'identification des résultats attendus et l'allocation de ressources prédéterminées, que vers l'engagement dans le processus complet de planification et de budgétisation dès le début.



Le score de la dimension statistique est relativement élevé et se situe en moyenne à 3,25 sur 4, plus ou moins au niveau de la transition. Le fait de disposer d'une stratégie statistique et de

la désagrégation des données a été perçu de manière assez positive. Des **lacunes ont été constatées** dans l'évaluation de la qualité des données et dans les capacités d'enquête et ont donc été identifiées comme des domaines nécessitant un renforcement des capacités.

Leçons tirées

Deux enseignements essentiels sont ressortis des évaluations et sont mis en évidence ci-dessous.

A. Améliorer les capacités de gestion axée sur les résultats et de suivi et d'évaluation (S&E)

Un thème récurrent qui a émergé dans les cinq dimensions est la capacité de GAR et de S&E. Les participants ont identifié ces domaines comme étant appropriés pour les efforts de développement des capacités afin de combler les principales lacunes identifiées. Il existe un déficit de compétences en matière de traitement, de gestion, d'analyse et d'interprétation des données. Le savoir-faire technique, les compétences et les outils nécessaires pour faire progresser la GAR, ainsi que pour interpréter correctement les données et les communiquer efficacement, font défaut. Il a également été observé que le concept de théories du changement est moins familier au personnel du MADR car il n'a pas été mis en avant dans la formation ou le travail quotidien du ministère.

Leçon 1 : une base de données de suivi et d'évaluation pour le plan sectoriel doit être développée, et une formation doit être dispensée au personnel du MADR dans les domaines de la planification sectorielle et du suivi de la mise en œuvre.

Leçon 2 : les politiques et les procédures relatives à la GAR doivent être revues et affinées et les ensembles d'indicateurs de suivi et d'évaluation doivent être davantage alignés sur les objectifs stratégiques de développement.

Leçon 3 : le personnel du MADR devrait recevoir une formation et un renforcement des capacités sur la théorie du changement.

B. Améliorer la responsabilisation

En ce qui concerne le S&E, il s'agit de fournir un retour d'information aux citoyens dans le cadre des processus de planification et de révision des politiques. Bien qu'il existe une certaine capacité de gestion des résultats, l'accès du public aux résultats et les processus de collecte et de retour d'information au public sont assez faibles. En outre, la collecte de récits de bonnes pratiques

pourrait contribuer à un partage plus large de l'apprentissage.

Leçon 1 : mettre en place des procédures pour donner un retour d'information pendant le processus d'élaboration des politiques. Il pourrait s'agir d'un mécanisme (avec, par exemple, une plateforme électronique) permettant de collecter, de réfléchir et de publier des informations.

Leçon 2 : organiser des séminaires périodiques pour partager des informations sur les résultats/effets des projets/programmes sectoriels. Des publications pertinentes peuvent être produites à partir de ces informations.

Conclusions et voie à suivre

Le processus AG-Scan a illustré le potentiel de dialogues accrus, en particulier entre les départements et les autres entités associées au MADR. Il a également contribué à cristalliser la prise de conscience des domaines clés dans lesquels un renforcement des capacités contribuerait le plus efficacement à la réalisation des objectifs du MADR d'adopter pleinement une approche de GAR pour les ODD.

Le MADR est en bonne position pour s'appuyer sur une base bien établie de planification, de mise en œuvre et d'établissement de rapports

par rapport aux budgets établis et aux résultats escomptés. Le soutien au développement des compétences en matière de GAR dans l'ensemble du MADR (planification axée sur les résultats dans l'agriculture et le développement rural, collecte de données fiables, analyse et alimentation de la mise en œuvre, processus de consultation efficace dans l'ensemble du gouvernement et avec les parties prenantes non gouvernementales) est une voie claire et potentiellement transformatrice pour l'avenir.

Un résultat tout aussi important de ce développement des compétences est une culture de l'échange qui contribuerait grandement à rassembler un éventail de perspectives. Il serait ainsi plus facile pour le personnel du MADR d'appliquer des approches plus holistiques à son travail, et d'avoir un plus grand impact sur la réalisation des ODD.

Au moment de la rédaction du présent document, le FIDA aide le MADR à affiner et à hiérarchiser ses besoins en matière de renforcement des capacités mis en évidence dans l'AG-Scan et le plan d'action qui en résulte, et à identifier et à trouver les ressources nécessaires pour mettre en place les systèmes de formation et de S&E à l'échelle du secteur afin de faire avancer son programme en constante évolution.

Les ODD au Vietnam¹

Dix-sept ODD mondiaux ont été nationalisés en 115 ODD vietnamiens (ODDV) dans le « Plan d'action national pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable », basé sur le contexte et les priorités de développement du Vietnam, en s'appuyant sur la mise en œuvre réussie des Objectifs de développement du millénaire. En outre, le Vietnam a accordé une attention particulière aux groupes vulnérables tels que les pauvres, les personnes handicapées, les femmes, les enfants et les minorités ethniques par le biais d'un certain nombre de politiques visant à promouvoir l'équité sociale afin de garantir que personne ne soit laissé pour compte.

À ce jour, le Vietnam est fier d'avoir obtenu un certain nombre de résultats liés aux ODD, notamment (1) une réduction substantielle du taux national de pauvreté multidimensionnelle de 9,9 % en 2015 à moins de 7 % en 2017 ; (2) une couverture d'assurance maladie atteignant 86,4 % en 2017 ; (3) un taux net de scolarisation dans le primaire de 99 % ; (4) une représentation des femmes à l'Assemblée nationale pour la période 2016-2021 atteignant 26,7 % ; (5) une proportion de ménages ayant accès à l'eau potable atteignant 93,4 % en 2016 ; (6) l'accès à l'électricité pour plus de 99 % des ménages vietnamiens en 2016 ; (7) l'utilisation d'Internet atteignant 54,2 % ; (8) des taux de croissance annuels du PIB de 6,7, 6,2 et 6,8 %

¹ https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19297VIET_NAM_VNR_Key_MessagesViet_Namedited.pdf

pour 2015, 2016 et 2017 respectivement ; (9) des améliorations dans la protection et la gestion de l'environnement et des ressources naturelles et une augmentation de la couverture forestière à 41,5 % en 2017 ; et (10) une réduction des inégalités et une amélioration de la promotion de l'accès à la justice et à l'information.

En outre, les principes du développement durable ont été intégrés de manière approfondie dans la stratégie de développement économique et social 2011-20 (SDES) et le plan de développement économique et social 2016-20 (PDES). Dans les années à venir, les ODD seront pleinement et davantage intégrés dans la SDES 2021-30 et le PDES 2021-25 du Vietnam.

Le gouvernement vietnamien a créé un environnement juridique favorable et a encouragé les secteurs privés étrangers et nationaux à investir et à faire des affaires dans le respect des principes du développement durable. En conséquence, le Conseil vietnamien des entreprises pour le développement durable est une initiative visant à renforcer les liens au sein du monde des affaires pour leur permettre de partager et de diffuser les bonnes pratiques, ainsi que de jouer un rôle important dans la réalisation des ODD.

Le Vietnam est actuellement un pays à revenu moyen inférieur et est l'un des pays les plus touchés par le changement climatique. De plus en plus intégré dans l'économie mondiale, le Vietnam est donc plus vulnérable à ses fluctuations. En tant que tel, pour réaliser avec succès les 17 ODD, le Vietnam a besoin de ressources techniques et humaines, d'un soutien financier, ainsi que d'une coopération renforcée et d'un échange de connaissances avec la communauté internationale. En même temps, le Vietnam est désireux de partager ses propres expériences et ses approches innovantes avec d'autres pays.

À l'avenir, le Vietnam devra donc : améliorer la sensibilisation de la société et mobiliser la participation de toutes les parties prenantes aux efforts de développement durable ; améliorer les structures institutionnelles et les cadres politiques pour le développement durable ; favoriser la coopération entre le gouvernement et le secteur des entreprises, les organisations nationales et la communauté internationale dans la mise en œuvre des ODD ; publier des indicateurs nationaux concernant les ODD et renforcer les capacités statistiques nationales ; intégrer les ODD dans les politiques et stratégies de développement ; et renforcer la mobilisation des ressources, en particulier du secteur privé, pour la mise en œuvre des ODD.